

SHORT NEWS

Ein Deckel für unangenehme Fragen

Weil er es leid ist, dass die Medien ausschließlich über Spitzeldienst und Bommelleer berichten, hat Premier Juncker den letzten CSV-Kongress dazu genutzt, die altbekannte Indexdiskussion erneut anzuhetzen. Für einige Tage war die Verwirrung denn auch gelungen, der Koalitionspartner, der sich ähnlich wie die Grünen, anlässlich der letzten Indexmanipulation vor zwei Jahren hatte in die Pflicht nehmen lassen, um etwas Ruhe in die Diskussion zu bringen, musste notgedrungen zu Junckers gedeckelten Index Stellung beziehen. Die Grünen rechnen vor, dass die im Raum stehende Obergrenze von zwei Mindestlöhnen bei den Sektoren, die geringere Löhne auszahlen, keine Abhilfe schaffen werde. Sie plädieren, seit jeher für eine Steuerreform, bei der höhere Einkommen und vor allem Kapitaleinkommen stärker belastet werden können, was ungleich gerechter wäre, als den Mittelverdienern den Inflationsausgleich zu verweigern. Der LSAP-Fraktionschef Lucien Lux winkte ebenfalls ab: Er sieht im gedeckelten Index den Anfang vom Ausstieg aus dem System des automatischen Inflationsausgleichs und fühlt sich in diesem Punkt durch verschiedene Aussagen der Patronatsseite bestätigt. Im RTL-Background warf er Juncker vor, durch sein Engagement im deutschen Wahlkampf an der Seite von Angela Merkel genau zu jenem Sozialabbau beizutragen, gegen den er in Luxemburg so gerne wettet.

Mal communiqué

La publication de communiqués de presse serait-elle désormais payante ? C'est en tout cas ce qui ressort d'un petit encart publié depuis les 20 et 21 mars dans les colonnes des journaux appartenant au groupe Editpress (Tageblatt, Quotidien, Le Jeudi). Dans un style des plus lapidaires, la direction générale du groupe y proclame qu'« afin d'éviter que nos journalistes soient considérés comme des 'outils de communication', nous informons nos interlocuteurs qu'avec effet au 20 mars 2013, jour du printemps, tous les communiqués de presse seront payants dans nos journaux et facturés comme avis ». Une seule exception : « les communications officielles de l'Etat ayant trait à la sécurité publique » (sic). Nous n'avons pas été les seuls à nous étonner de cette communication. Une militante associative, Christiane Kuttan-Serafini, s'est fendue d'un long communiqué de presse, arguant que ce seraient les petites associations qui pâtiraient de cette mesure. Car d'après Francis Wagner, directeur adjoint du groupe, la mesure ne concernerait pas uniquement la pratique d'entreprises commerciales de faire passer des pubs pour des communiqués, mais également d'autres « lobbies », comme les partis, les asbl ou les syndicats (le groupe Editpress serait-il détenu par un « lobby » ?). Ces derniers ne demandent toutefois pas que leurs communiqués soient publiés tels quels, mais ils s'en servent pour informer les journalistes de leurs prises de position. A ces derniers d'en faire ce qu'ils jugent être nécessaire. Reste que les éclaircissements de Wagner ne dissipent pas toutes les questions. Son groupe devrait peut-être apprendre à « communiquer » de manière plus intelligible.

L'école n'est pas une démocratie

C'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Au début du mois de mars, la porte-parole des élèves du Lycée technique Matthias Adam de Pétange avait été sanctionnée par la direction pour avoir appelé les élèves à rester dans les locaux du lycée, malgré l'injonction contraire du directeur, alors que le climat était mauvais. C'est cette anecdote qui a conduit les Verts à interpeller le gouvernement sur la question de la démocratie scolaire. Cette semaine donc, le député Claude Adam a plaidé lors d'une séance de la Chambre en faveur d'une revalorisation des comités d'élèves et a relayé les revendications de la Conférence nationale des élèves pour plus de moyens et d'indépendance vis-à-vis du gouvernement. Des doléances sur lesquelles la ministre de l'Education nationale n'a pas voulu prendre position, se réfugiant derrière une consultation du Conseil de gouvernement.

AKTUELL

DROITS DES FEMMES

Loin du compte

David Wagner

Le Conseil national des femmes du Luxembourg est revenu sur un grand nombre de chantiers destinés à améliorer la condition féminine. Et accuse les ratés et les retards.

C'est ce qu'on appelle du travail de presse : un beau classeur distribué aux journalistes, compartimentant proprement les divers sujets abordés, y compris des détails qui n'ont pas pu être évoqués lors de la prise de parole en conférence. Un travail utile au vu du nombre de sujets mentionnés lors de la conférence de presse du Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL). En substance, le CNFL a établi la liste des thématiques en suspens, des réformes législatives promises de longue date, mais qui ne font qu'empoussiérer les tiroirs ministériels, sans oublier les ratés et les occasions manquées.

Une de ces occasions est par exemple l'éternelle revendication de l'individualisation des droits à la pension, qui introduirait une obligation de cotisation pendant les phases d'interruption de travail. Un système qui concerne tout particulièrement les femmes, puisque ce sont elles qui interrompent le plus souvent, et sur la longue durée, leur carrière professionnelle. Ce qui, en cas de séparation d'avec le conjoint, peut les conduire dans une situation de dénuement à l'âge de la retraite. Un système qui aurait pourtant pu être introduit lors de la récente réforme des retraites. Ce à quoi, selon le CNFL, rien ne s'opposait d'ailleurs : « Lors de nos entrevues avec le ministre de la Sécurité sociale, tout le monde était d'accord, tout baignait dans l'huile », précise sa présidente, Monique Laroche-Reeff. Et puis, plus rien. La réforme est passée, les salariés devront travailler plus longtemps pour obtenir la même pension, mais la situation précaire des femmes n'aura pas été améliorée.

Charles Pasqua avait coutume de dire que « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Le CNFL a donc tout intérêt à rester prudent concernant ses revendications au sujet de la nouvelle loi sur la violence domestique, que les fractions gouvernementales que sont le CSV et le LSAP lui ont promis de prendre en compte.

Il y a aussi des ratés : le CNFL n'a pas omis de revenir sur la nouvelle loi concernant l'avortement. Si toutes

les organisations qui composent le CNFL ne partagent pas la même opinion de principe sur la question, il se félicite tout de même que la nouvelle loi apporte des « précisions » qui faisaient défaut dans l'ancienne. Et, à titre personnel, la présidente sortante (issue des Femmes libérales) regrette toujours le caractère obligatoire de la deuxième consultation.

« Les promesses n'engagent que ceux qui y croient »

S'il y a toutefois un sujet sur lequel il semble y avoir unanimité, c'est la question de la prostitution. Le sujet n'est pas moins délicat que celui de l'avortement, car il pose non seulement les questions de la liberté de disposer de son corps, mais aussi de l'exploitation de ce dernier. Et c'est précisément ce point qui a amené le CNFL à s'engager sur la voie « abolitionniste », celle du « modèle suédois », c'est-à-dire de la pénalisation du client (voire de la cliente). Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur ce point, il est toutefois regrettable que l'on ne connaisse pas l'opinion des principales intéressées (puisque'il s'agit tout de même majoritairement de femmes), ce qui est notamment dû à l'absence au Luxembourg d'une organisation de défense des travailleuses et travailleurs du sexe. Les meilleures intentions du monde souffriront toujours des réflexes de substitution.

Par contre, on ne peut reprocher au CNFL de se limiter à un « féminisme bourgeois » qui se cantonnerait à revendiquer des quotas dans les conseils d'administration. Certes, on pourrait avancer la critique que le CNFL, en portant cette revendication, se berce dans l'illusion qu'une « décideuse » se montrerait a priori plus sensible à la condition de la travailleuse en raison de son sexe. Mais il propose en contrepartie des réformes dans la législation des relations collectives de travail, développant tout un arsenal dédié à l'amélioration de la condition des femmes salariées. Pourtant, il ne met pas assez en avant ces prises de position bien plus fondamentales. C'est dommage, car avec l'aggravation des conditions de travail, ce sont les femmes qui paient le gros de la note.